



**INTERCO**

S'ENGAGER POUR CHACUN  
AGIR POUR TOUS

Paris, le 20/11/2020

## Lettre ouverte au Président de la République

Monsieur le Président de la République,

La fédération Interco-CFDT et ses syndicats représentant respectivement les policiers municipaux, les sapeurs-pompiers, les policiers nationaux « Alternative police », et le « Syndicat des Cadres de la Sécurité Intérieure » ont pris acte des annonces que vous avez formulées le 15 octobre 2020 dernier lors d'une rencontre avec les syndicats de la police nationale.

Tél. :

shaure@interco.cfdt.fr

06 27 39 05 02

jmorcrette@interco.cfdt.fr

06 14 75 79 50

L'exaspération est grande quant au contexte de violences que vivent chaque jour les agents engagés sur le terrain.

Jamais sous la Vème République, les membres des forces de sécurité publique et civile n'avaient été à ce point violentés. Il ne se passe pas un jour sans que l'un des nôtres tombe, victime de la violence aveugle, blessé ou tué par des délinquants décomplexés. Cette situation maintes fois dénoncée est de nature à affaiblir l'autorité de la puissance publique (État et collectivités territoriales).

Ces derniers mois 36.043 faits de violence ont été signalés. Au total, 11.217 d'entre nous ont été blessés sur le terrain, soit près de 30 par jour, en augmentation de 17% par rapport à 2017. Ce sont près de 24.000 individus qui, depuis le début de l'année, ont voulu se soustraire à l'autorité publique, décidant parfois même de l'attaquer frontalement, comme ce fut le cas à Champigny s/Marne. Sur ce dernier point, nous souhaiterions que soient étudiées les raisons pour lesquelles un refus d'obtempérer est commis toutes les trente minutes sur notre territoire (possession de produits stupéfiants, alcool au volant, permis à point...etc.) avec pour finalité l'élaboration d'un plan d'action efficace.

Un fort sentiment d'impunité s'est enkysté. Vous aviez dénoncé une « banalisation » de tous types de violence. Oui la violence s'est banalisée, que ce soit sur les réseaux sociaux ou sur le terrain.

En minimisant voire en cautionnant les violences graves commises chaque jour contre nos personnels, certaines personnalités publiques, y compris politiques commettent là une faute morale.

L'action des forces de l'ordre républicain a besoin d'être reconnue comme légitime et soutenue par la population et les politiques. Les forces de l'ordre et de secours rassurent et protègent les populations. Elles doivent susciter le respect de l'ensemble de nos concitoyens et être craintes pour leur efficacité par tous les délinquants. Elles sont le symbole visible de la présence du service public sur tous les territoires de la République.

. / .

[INTERCO.CFDT.FR](http://INTERCO.CFDT.FR)

FÉDÉRATION INTERCO CFDT

47-49 avenue Simon Bolivar 75950 Paris cedex 19

Tél. : +33 (0)1 56 41 52 52

[interco@cfdt.fr](mailto:interco@cfdt.fr)

La fédération Interco CFDT regroupe l'ensemble des syndicats CFDT de la fonction publique territoriale, des offices publics de l'habitat, des services publics concédés, des ministères de l'Intérieur, de la Justice, de la Solidarité et de la Santé, de l'Europe et des Affaires étrangères. Elle fédère 108 syndicats totalisant 72 000 adhérents.

Vos annonces lors de la réunion du 15 octobre 2020 ne seront de nature à rassurer les effectifs engagés sur le terrain que si les conditions d'un service public de qualité exercé dans des conditions de sécurité optimales, physiques et juridiques, sont créées.

La proposition de loi des députés A. THOUROT et J-M. FAUVERGUE, dite loi relative à la sécurité globale présente en ce sens d'intéressantes avancées quant à la protection des forces de l'ordre, notamment avec la préservation de l'anonymat ou encore avec la répression de l'achat et l'utilisation de matériels pyrotechniques. Nous soutenons ces dispositions sans réserve en espérant que le parlement les votera sans en atténuer la teneur.

Nulle intention de notre part d'entrer dans une forme de justice bashing mais au contraire de nous inquiéter du manque de moyens de l'institution judiciaire (nonobstant une rallonge budgétaire significative) et ce, dans toutes ses composantes : pénitencier, insertion et probation, protection judiciaire de la jeunesse, greffiers et magistrats.

Si un seul maillon est affaibli alors c'est toute la chaîne pénale qui s'en trouve altérée et ce sont entre autres nos agents publics qui en pâtissent.

Monsieur le Président, en votre qualité de gardien de nos Institutions et de notre Constitution, nous vous demandons de poser des actes forts et d'agir vite. Les agents sur le terrain attendent de votre part un soutien lisible dans le cadre de leurs activités quotidiennes.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Président de la République, le témoignage de notre profond respect républicain.



Claire Le Calonnec  
Secrétaire Générale